



LODO
EXPERTISE
COMPTABLE
CONSEIL
AUDIT

« ASSOCIATION DIOCESAINE DE BAYONNE »

**Siège Evêché : 16 Place Monseigneur
Vansteenberghe**

64100 BAYONNE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024



LODO
EXPERTISE
COMPTABLE
CONSEIL
AUDIT

Association Diocésaine de Bayonne
16 place Monseigneur Vansteenberghe
64100 BAYONNE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 DECEMBRE 2024

Aux Membres de l'Association,

Opinion

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre conseil d'administration, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Diocésaine de Bayonne relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.



Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui me sont applicables, sur la période du 01/01/2024 à la date d'émission de mon rapport, et notamment je n'ai pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, les appréciations auxquelles j'ai procédé pour émettre l'opinion ci-dessus, portant notamment sur les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, ainsi que leur présentation d'ensemble, n'appellent pas de commentaire particulier.

J'attire votre attention sur le fait que les comptes de bilan comportent une provision pour dépréciation des valeurs mobilières de placement comptabilisée au 31/12/2023 pour un montant de 1 082 632 € et qui a été reprise cette année 2024 pour un montant de 793 000 €. Le solde reste à 289 632 € au 31/12/2024.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.



Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres du Conseil Diocésain pour les Affaires Économiques

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents adressés au Conseil d'Administration pour les Affaires Économiques sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels sont arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à BAYONNE,

Le 03/06/2025,

T. LODO,
Commissaire aux Comptes.

Bilan Actif

		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	155 680	147 729	7 951	2 171
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				3 921
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains	3 377 140		3 377 140	3 207 254
	Constructions	40 017 261	17 125 767	22 891 495	18 712 998
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	2 761 379	2 375 715	385 664	368 329
	Autres immobilisations corporelles	9 218 375	8 553 939	664 436	655 958
	Immobilisations corporelles en cours	660 772		660 772	2 659 829
	Avances et acomptes				4 782
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES	1 230 500		1 230 500	762 500
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés	660		660	644
	Prêts	275 790		275 790	261 172
	Autres immobilisations financières	10 010		10 010	8 922
TOTAL (I)		57 707 566	28 203 150	29 504 416	26 648 480
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes	348		348	
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	51 555		51 555	41 484
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	18 826 752		18 826 752	18 860 270
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	22 590 330	289 632	22 300 698	23 703 324
	DISPONIBILITES	5 721 552		5 721 552	6 345 653
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	64 513		64 513	36 322
	TOTAL (II)	47 255 049	289 632	46 965 417	48 987 052
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à V)		104 962 615	28 492 782	76 469 833	75 635 532
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an				285 800	270 094
(3) dont à plus d'un an					



LOO
EX
COMPTABLE
CONSEIL
AUDIT

Expertise comptable
SAS au capital de 38 112,25 €
1, rue Pierre Rectoran - 64100 BAYONNE
Tél. 05 59 52 01 44 - Fax 05 59 52 98 17

Bilan Passif

		31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	3 593 132	3 593 132
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	1 731 000	290 000
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles	6 394 897	6 394 897
	Réserves pour projet de l'entité	33 949 899	34 342 849
FONDS PROPRES	Autres		
	Report à nouveau		
	Excédent ou déficit de l'exercice	460 357	(392 950)
	Total des fonds propres (situation nette)	46 129 285	44 227 928
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres		
	Total des fonds propres	46 129 285	44 227 928
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations	1 230 500	762 500
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public	4 689 758	4 823 841
Total des fonds reportés et dédiés		5 920 258	5 586 341
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
Total des provisions			
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	632 818	1 185 514
	Emprunts et dettes financières divers	4 955	5 055
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	296 612	216 418
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	538 100	479 110
DETTES (1)	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	22 933 474	23 906 215
	Produits constatés d'avance	14 331	28 951
	Total des dettes	24 420 290	25 821 263
TOTAL PASSIF		76 469 833	75 635 532
Ecarts de conversion passif			
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		460 356,66	(392 949,81)
(1) Dont à moins d'un an		24 420 290	25 821 263
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			



LODO
EXPERTISE
COMPTABLE
CONSEIL
AUDIT

Expertise comptable

SAS au capital de 38 112,25 €

1, rue Pierre Rectoran - 64100 BAYONNE

Tél. 05 59 52 01 44 - Fax 05 59 52 98 17

Compte de Résultat 1/2

		31/12/2024	31/12/2023
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations		
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens	64 102	79 932
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	1 676 836	1 497 405
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	1 183 518	1 107 159
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	7 089 962	7 045 947
	Mécénats	100 000	
	Legs, donations et assurances-vie	1 620 083	927 895
	Contributions financières		
CHARGES D'EXPLOITATION	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		272 968
	Utilisations des fonds dédiés	3 337 956	574 226
	Autres produits	330 967	278 122
	Total des produits d'exploitation	15 403 424	11 783 653
	Achats de marchandises	333 974	283 655
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements	90 985	91 175
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	4 678 142	4 152 582
	Aides financières	4 005 940	1 686 486
	Impôts, taxes et versements assimilés	350 090	394 807
	Salaires et traitements	3 570 856	3 658 738
	Charges sociales	1 166 770	1 256 361
	Dotation aux amortissements et dépréciations	1 346 105	1 313 746
	Dotation aux provisions		
	Reports en fonds dédiés	852 968	1 030 204
	Autres charges	5 378	5 817
	Total des charges d'exploitation	16 401 207	13 873 571
RESULTAT D'EXPLOITATION		(997 783)	(2 089 918)



LODO
EXPERTISE
COMPTABLE
CONSEIL
AUDIT

Expertise comptable

SAS au capital de 38 112,25 €

1, rue Pierre Rectoran - 64100 BAYONNE

Tél. 05 59 52 01 44 - Fax 05 59 52 98 17

Compte de Résultat 2/2

		31/12/2024	31/12/2023
RESULTAT D'EXPLOITATION		(997 783)	(2 089 918)
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	329 468	282 088
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	1 082 632	1 975 775
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	236 342	45 063
Total des produits financiers		1 648 442	2 302 927
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	289 632	1 082 632
	Intérêts et charges assimilées	74 121	84 365
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	142 992	620
	Total des charges financières	506 745	1 167 616
RESULTAT FINANCIER		1 141 697	1 135 310
RESULTAT COURANT avant impôts		143 914	(954 608)
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	1 500	1 588
	Sur opérations en capital	624 260	1 035 596
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels	625 760	1 037 184
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	84 232	77 229
	Sur opérations en capital	170 662	354 646
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Total des charges exceptionnelles	254 893	431 875
RESULTAT EXCEPTIONNEL		370 867	605 309
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices		54 424	43 651
TOTAL DES PRODUITS		17 677 626	15 123 764
TOTAL DES CHARGES		17 217 269	15 516 714
EXCEDENT ou DEFICIT		460 357	(392 950)
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole			
TOTAL			

ANNEXE ASSOCIATION DIOCÉSAINNE DE BAYONNE (ADB)

PRÉAMBULE



- Objet social de l'entité

L'Association diocésaine est une association cultuelle (loi 1905) dont l'objet est de subvenir aux frais et à l'entretien du culte catholique sous l'autorité de l'évêque, en communion avec le Saint-Siège, et conformément à la constitution de l'Église catholique.

Elle est la structure juridique qui représente officiellement et civilement le diocèse de Bayonne, Lescar et Oloron (structure de droit canonique). Elle rassemble des services communs (dont la curie) et 69 paroisses, entités canoniques sans personnalité morale autonome.

- Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

Elle déploie ses activités pastorales dans le cadre de son objet (cérémonies religieuses, délivrance des sacrements, catéchèse, formation, enseignement religieux...) et assure la subsistance du clergé en mission pour le diocèse de Bayonne, Lescar et Oloron dont le périmètre géographique est celui du département des Pyrénées-Atlantiques.

En tant qu'Église locale, le diocèse s'appuie également sur d'autres structures (associations de fidèles, communautés religieuses, mouvements...) indépendantes de l'Association diocésaine au plan civil, notamment pour exercer ses activités caritatives, sociales et culturelles et celles de l'enseignement (scolaire) catholique.

- Moyens mis en œuvre

Pour exercer sa mission, le diocèse s'appuie sur des ministres du culte (prêtres et diacres) et des laïcs dont la plupart sont bénévoles.

L'Association diocésaine est en charge de la subsistance des ministres du culte qu'elle loge, auxquels elle verse un traitement et dont elle assure la couverture sociale jusqu'à leur décès.

Elle emploie des laïcs pour remplir diverses fonctions : pastorales et liturgiques (laïcs en mission ecclésiale, organistes...), administratives et logistiques (gestion, comptabilité, services généraux...).

Les salariés sont employés ou directement par la Curie (évêque employeur), ou par les paroisses (curés employeurs), les paroisses étant reconnues par l'administration comme employeurs autonomes (avec un numéro de SIREN distinct) bien qu'elles n'aient pas la personnalité morale.

Le diocèse dispose pour exercer son activité d'un patrimoine immobilier important (églises, salles paroissiales, maisons diocésaines, locaux administratifs, presbytères et logements...) détenu en propre par l'Association diocésaine ou mis à sa disposition, le plus souvent par des associations paroissiales propriétaires (loi 1901). L'Association diocésaine est propriétaire d'une trentaine d'églises, mais est simplement affectataire (via les curés de paroisse) de la plupart des églises généralement détenues par les communes.

Les ressources de l'Association diocésaine sont essentiellement celles apportées par les donateurs (denier de l'Église, quêtes, offrandes, dons manuels et toutes libéralités).

ÉVÉNEMENTS SIGNIFICATIFS ET FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Les faits significatifs de l'exercice sont les suivants :

L'exercice social clos le 31/12/2024 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2023 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 76 469 833 €.

Le résultat net comptable est un bénéfice de 460 357 €.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été arrêtés le 04/06/2025 par les dirigeants.

Produits exceptionnels significatifs (775 200)

Ventes Immobilières pour 624 260 € dont :

- Appartement Les Florentines pour 156 K€ (bénéficiaire M. et Mme Puyoulet)
- Terrain Mendi Vista 465 K€ (bénéficiaire la commune de Bidart)
- Terrain presbytère St Etienne (bénéficiaire APEC 64) pour l'euro symbolique.


LODO
EXPERTISE
COMPTABLE
CONSEIL
AUDIT
Expertise comptable
SAS au capital de 38 112,25 €
1, rue Pierre Rectoran - 64100 BAYONNE
Tél. 05 59 52 01 44 - Fax 05 59 52 98 17

Apports effectués par l'ADB à la commune de Saint Esteben

- La propriété SERORATEA (Bil Toki) sise 875 Bide NAGUSIA à Saint Esteben.

Fonds commun de solidarité FCS (467 310)

Le FCS a été doté en 2024 de 284 201 €, sur les legs, assurances vie et ventes immobilières. Il a été consommé en 2024 pour 2 731 549 €.

Son solde au 31/12/2024 s'élève à **791 887 €**.

Fonds d'entraide sacerdotale FES (467 320)

Le FES a été consommé en 2024 pour un montant de 48 924 €.

Son solde au 31/12/2024 s'élève à **665 831 €**.

Fonds prêtres âgés FPA (467 330)

Le solde au 31/12/2024 s'élève à **394 138 €**. Il n'a pas bougé au cours de l'année.

Fonds d'accompagnement aux victimes FAV (467 340)

Suite à la décision prise en assemblée générale plénière des évêques de France du 26 mars 2021, le fonds d'accompagnement aux victimes a été créé en 2021 et doté par prélèvement sur le produit de la vente de biens immobiliers, propriétés de l'ADB (propriété canonique du diocèse).

Le FAV a ainsi été doté de 208 442 € en 2024. 112 000 € ont été employés, dont 100 000 versés au fonds SELAM en 2024. Le solde du compte au 31/12/2024 s'élève à **255 622 €**.

Fonds reportés et dédiés :

Compte 191100

Le solde des fonds reportés liés aux legs et donations estimés en 2024 s'élève à **1 230 500 €**.

Le fonds a été doté pour un montant de 468 000 € en 2024 (valorisation de biens issus de legs).

Compte 196100

Le solde des fonds dédiés s'élève à **4 478 391 €** :

- Le fond a été abondé pour 262 966 €
- Le fond a été consommé pour un montant de 429 646 €, il s'agit de travaux réalisés.

MÉTHODE GÉNÉRALE

Les comptes annuels étaient précédemment établis conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 1999, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n°99-01 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, et n°99-03 relatif à la réécriture du Plan Comptable Général, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

Depuis le 1er janvier 2020, est abrogé le règlement du CRC n°99-01 du 1er février 1999 et, toute référence au règlement CRC n°99-01 est remplacée par la référence au règlement n°2018-06 et 2019-04 de l'Autorité des Normes Comptables, à l'exception des points suivants :

- le principe de rattachement à l'exercice des charges et produits d'exploitation est soumis à un plafond minimum de 5 000€ par opération,
- dans les paroisses les engagements sociaux ne sont pas constatés : les congés à payer acquis par les salariés notamment.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en Euro.

Informations générales complémentaires : précisions relatives à l'addition des comptes des différentes entités du diocèse.

• Paroisses et curie et services diocésains :

Au plan comptable, les paroisses et les services sont organisés en unités comptables dont les comptabilités sont additionnées en fin d'exercice.

Les paroisses employeur prennent alors en charge leurs salariés tant du point de vue social que fiscal.

L'Association diocésaine (curie) prend en charge l'intégralité du traitement des prêtres.

• Mouvements. Maisons. Services :

La comptabilité de l'Association diocésaine n'intègre pas la comptabilité des entités (mouvements, maisons d'accueil et d'hébergement, certains services, associations de fidèles, etc...) qui relèvent canoniquement du diocèse ou lui sont liés, mais sont constituées en association loi 1901 ou tout autre structure juridique indépendante de l'Association diocésaine au plan civil.

PRINCIPALES MÉTHODES D'ÉVALUATION ET DE PRÉSENTATION

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Évaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les frais d'acquisition des immobilisations : les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont directement inscrits en charges.

L'association a mis en œuvre à compter de 2013 la comptabilisation des immobilisations par composants quand elle a été en mesure de définir les immobilisations décomposables dès lors que la décomposition de celles-ci présente un caractère significatif.

Les principaux postes décomposés sont : le terrain, le gros œuvre, le second œuvre.

Immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'association a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Amortissement et dépréciation de l'actif :

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement. Pour l'ensemble des actifs, il n'a pas été répertorié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur.

À la clôture de l'exercice aucune dépréciation de la valeur d'un actif immobilisé en fonction de sa valeur actuelle n'a été enregistrée. La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction d'une durée de vie prévue.

Depuis 2014, il est appliqué un seuil de 1 000 € pour déterminer le caractère immobilisable de matériels dans les Paroisses, et à compter de 2017, ce montant a été porté à 5 000 € pour les seuls travaux.

À compter de l'exercice 2020, les constructions neuves seront décomposées entre gros œuvre et second œuvre respectivement amortis sur 50 ans et 20 ans.

Les acquisitions de bâtiments anciens seront amorties sur 30 à 50 ans en fonction de la date de construction du bâtiment, sans décomposition excepté pour le terrain.

Les taux d'amortissements enregistrés sont :

Logiciels informatiques	01 à 03 ans
Églises et locaux cultuels	80 ans
Constructions et ensembles immobiliers : gros œuvre	50 ans
Façades, Étanchéité, Couvertures, menuiseries extérieures, second œuvre	20 ans
Matériel et outillage industriels	10 à 33 ans
Agencements, aménagements, installations	5 à 10 ans
Matériel de transport	04 ans
Matériel de bureau et informatique et	3 à 10 ans
Mobilier	05 à 10 ans

Stocks

Information sans objet.

Créances

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances avec les tiers font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non-recouvrement.

Aucune provision n'a été constituée à la clôture de l'exercice.

Provisions pour risques et charges

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, et qu'il se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers ; sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Aucune provision de cette nature n'a été constituée à la clôture de l'exercice.



LODO
EXPERTISE
COMPTABLE
CONSEIL
AUDIT

Expertise comptable

SAS au capital de 38 112,25 €

1, rue Pierre Rectoran - 64100 BAYONNE

Tél. 05 59 52 01 44 - Fax 05 59 52 98 17

NOTES SUR LE BILAN ACTIF



Expertise comptable
SAS au capital de 38 112,25 €
1, rue Pierre Rectoran - 64100 BAYONNE
Tél. 05 59 52 01 44 - Fax 05 59 52 98 17

Immobilisations

Actif immobilisé	À l'ouverture	Augmentation	Diminution	À la clôture
Immobilisations incorporelles	150 191	9 409	3 921	155 680
Immobilisations corporelles	52 339 318	7 866 108	4 170 499	56 034 927
Biens reçus par legs ou donations	762 500	468 000		1 230 500
Immobilisations financières	270 739	121 284	105 562	286 460
TOTAL	53 522 748	8 464 801	4 279 982	57 707 567

Amortissements

Immobilisations amortissables	À l'ouverture	Augmentation	Diminution	À la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
TOTAL I				
Autres immobilisations incorporelles TOTAL II	144 099	3 630		147 729
Terrains				
Constructions				
sur sol propre	14 252 255	1 041 145	17 223	15 276 177
sur sol d'autrui	1 705 929	143 659		1 849 588
Installations générales, agencements	6 897 696	31 913		6 929 609
Installations techniques, matériel, outillages industriels	2 317 285	63 151	4 719	2 375 715
Autres immobilisations corporelles				
Installations générales, agencements divers				
Matériel de transport	68 051	14 070		82 121
Matériel de bureau et informatique	1 488 953	53 257		1 542 210
Emballage récupérables et divers				
TOTAL III	26 730 169	1 347 195	21 942	28 055 422
TOTAL GENERAL (I+II+III)	26 874 268	1 350 825	21 942	28 203 151

Éléments constitutifs du fonds commercial

Information sans objet

État des créances et charges constatées d'avance

Créances	Montant brut	Échéances jusqu'à 1 an	Échéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations	660		660
Prêts	275 790	89 990	185 800
Autres créances	10 010		10 010
Créances de l'actif circulant :			
Créances usagers	51 903	51 903	
Personnel organismes sociaux	500	500	
Autres créances	18 826 252	78 572	18 474 680
Charges constatées d'avance	64 513	64 513	
TOTAL	19 229 628	285 478	18 944 150

Provisions

Provisions	À l'ouverture	Augmentation	Diminution	À la clôture
Provisions réglementées				
Provisions pour risques et charges				
Provisions pour dépréciation	1 082 632	289 632	1 082 632	289 632
TOTAL	1 082 632	289 632	1 082 632	289 632

État des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	
Subventions/financements	
Autres produits à recevoir	59 357
TOTAL	59 357


LODO
EXPERTISE
COMPTABLE
CONSEIL
AUDIT
 Expertise comptable
 SAS au capital de 38 112,25 €
 1, rue Pierre Rectoran - 64100 BAYONNE
 Tél. 05 59 52 01 44 - Fax 05 59 52 98 17

NOTES SUR LE BILAN PASSIF

Fonds propres

Variation des fonds propres	À l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	À la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	3 593 132				3 593 132
Dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise	290 000		1 441 000		1 731 000
Dont générosité du public					
Écart de réévaluation					
Dont générosité du public					
Réserves	40 737 746	-392 950			40 344 796
Dont générosité du public					
Report à nouveau					
Dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice	-392 950	392 950		- 460 357	460 357
Dont générosité du public					
Situation nette	44 227 928		1 441 000	- 460 357	46 129 285
Situation nette dont générosité du public					
Fonds propres consommables					
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement					
Dont générosité du public					
Provisions réglementées					
Dont générosité du public					
TOTAL	44 227 928		1 441 000	-460 357	46 129 285
TOTAL dont générosité du public	44 227 928		1 441 000	-460 357	46 129 285

L'apport de 1 441 K€ correspond :

- Au presbytère St Jacques de Pau
- Au parking de l'église Ste Marie d'Anglet

État des dettes et produits constatés d'avance

État des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Établissements de crédit	632 818	554 140	78 678	
Dettes financières diverses	4 955	1 861	3 094	
Fournisseurs	296 612	296 612		
Dettes fiscales et sociales	538 100	538 100		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	22 933 474	3 321 315	1 467 404	18 144 755
Produits constatés d'avance	14 331	14 331		
TOTAL	24 420 290	4 726 351	1 549 176	18 144 755

NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT AUTRES INFORMATIONS

Engagements et sûretés réelles consenties

Les cautions, avals et garanties donnés sont les suivants :

Aucune garantie n'a été donnée au cours de l'exercice

Les cautions, avals et garanties reçus sont les suivants :

Aucune garantie n'a été donnée au cours de l'exercice


**LODO
EXPERTISE
COMPTABLE
CONSEIL
AUDIT**
 Expertise comptable
 SAS au capital de 38 112,25 €
 1, rue Pierre Rectoran - 64100 BAYONNE
 Tél. 05 59 52 01 44 - Fax 05 59 52 98 17

Engagements pris en matière de pensions, retraite et engagements assimilés

L'association a décidé de ne pas provisionner dans ses comptes le montant des engagements pour départ à la retraite.

Le montant des engagements s'élève à la clôture de l'exercice à 118 952€.

Les calculs retenus pour l'évaluation de l'indemnité de départ à la retraite sont basés sur le salaire en fin de carrière, les droits accumulés en fin de carrière valorisé par la méthode rétrospective proratisée sur l'ancienneté, la quotité de droits cumulés en fin de carrière basée sur la convention collective, et le départ volontaire ou à l'initiative du salarié.

Dans ce cadre les hypothèses de calcul sont :

- un âge de départ à la retraite à 65 ans,
- un taux de rotation du personnel lente,
- un taux moyen d'augmentation des salaires de 1 %
- un taux d'actualisation retenu de 3.35 %, et le taux moyen des charges sociales 2024 : 47.89 %

Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Cadres	8.94	
Non cadres	51.60	1.16
TOTAL	60.54	1.16

Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 9 600 €.